



Assemblée générale

Distr. générale
26 avril 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session
Point 96 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet

**Lettre datée du 22 avril 2010, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la République
islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des conclusions du Président de la Conférence de Téhéran sur le désarmement et la non-prolifération, tenue les 17 et 18 avril 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 96 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohammad **Khazae**



**Annexe à la lettre datée du 22 avril 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Conclusions du Président de la Conférence de Téhéran
sur le désarmement et la non-prolifération,
17 et 18 avril 2010**

La Conférence internationale sur le désarmement et la non-prolifération s'est tenue les 17 et 18 avril, à Téhéran, sur le thème « L'énergie nucléaire pour tous, l'arme nucléaire pour personne ». De nombreux dignitaires et éminents experts venus d'une soixantaine de pays y ont participé et ont débattu des préoccupations et des difficultés liées au désarmement et à la non-prolifération des armes de destruction massive, en particulier des armes nucléaires.

Prenant note des déclarations et exposés faits par les participants, la Conférence :

1. A exprimé la profonde préoccupation que lui inspirait la complexité de la situation en matière de désarmement et de sécurité à l'échelle internationale, la persistance d'armes de destruction massive, en particulier d'armes nucléaires, et l'utilisation ou la menace de l'utilisation de ces armes;

2. A insisté sur le fait que le désarmement nucléaire devait être la priorité absolue de la communauté internationale et qu'il était nécessaire d'éliminer totalement ces armes inhumaines conformément au Traité de non-prolifération et aux documents finals des conférences d'examen de 1995 et de 2000, en particulier moyennant la mise en œuvre intégrale des 13 mesures concrètes de désarmement nucléaire que les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés à prendre;

3. A souligné qu'il importait de redoubler d'efforts pour surmonter l'impasse actuelle afin de parvenir au désarmement nucléaire sous tous ses aspects et de promouvoir le multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires;

4. A insisté sur la nécessité de conclure une convention globale, non discriminatoire et juridiquement contraignante interdisant tout développement, production, transfert, stockage, utilisation ou menace d'utilisation d'armes nucléaires, afin de créer un monde exempt d'armes nucléaires, en s'inspirant de la conclusion de la Convention sur les armes chimiques de 1992 et de la Convention sur les armes biologiques de 1972, ainsi que sur celle de donner des assurances complètes et non discriminatoires en attendant l'élimination totale des armes nucléaires;

5. A souligné qu'il fallait prendre des mesures en vue de créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes parties du monde, en particulier au Moyen-Orient, en s'appuyant sur les résolutions pertinentes des Nations Unies, et qu'il était impératif, en attendant la réalisation de ce premier objectif, que le régime sioniste adhère au Traité de non-prolifération et qu'il soumette ses installations nucléaires aux accords de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

6. A insisté sur l'importance d'inclure les principes d'irréversibilité, de transparence et de vérifiabilité dans tout accord bilatéral ou multilatéral de réduction du nombre d'armes nucléaires;

7. A affirmé le droit inaliénable des États parties au Traité de non-prolifération d'utiliser l'énergie nucléaire sous toutes ses formes et la nécessité de promouvoir la coopération internationale en tant que pilier du Traité, conformément aux engagements visés à l'article IV;

8. A souligné que les attaques contre des installations nucléaires pacifiques avaient de graves conséquences pour les êtres humains et l'environnement et constituaient une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies;

9. A exprimé sa grave préoccupation devant l'affaiblissement du régime de non-prolifération consécutif à l'application d'une politique de deux poids, deux mesures et de stratégies discriminatoires par certains États dotés d'armes nucléaires, en particulier la coopération de certains d'entre eux avec des États non parties au Traité de non-prolifération et l'indifférence dont bénéficie l'arsenal nucléaire du régime sioniste;

10. A mis l'accent sur la nécessité de respecter les différentes obligations concernant la destruction des armes chimiques, et ce dans les délais impartis (2012), ainsi que sur la nécessité de parer aux menaces de type biologique;

11. Prenant note de l'importance de la Conférence et des résultats qui y ont été obtenus, a proposé, au nom du pays hôte, que ces résultats soient communiqués au Secrétaire général et aux autres organisations internationales compétentes et qu'ils soient consignés en tant que document de ces organisations;

12. Prenant note également de l'intérêt suscité par le sujet de la Conférence, souhaitant étudier les moyens de promouvoir les objectifs de cette dernière et compte tenu de l'intérêt manifesté par plusieurs participants, a décidé que la deuxième conférence sur le désarmement et la sécurité à l'échelle internationale se tiendrait à Téhéran en avril 2011.